



CHAPITRE 106

Loi modifiant la charte de la ville de
Côte Saint-Luc

[Sanctionnée le 10 février 1955]

Préam-
bule.

ATTE^{NDU} que la ville de Côte Saint-Luc a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville et nécessaire à la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 15-16 George VI, chapitre 98, et les lois la modifiant soient de nouveau modifiées; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
s. 64,
rempl.
pour la
ville.

Frais de
représen-
tation.

1. L'article 64 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Côte Saint-Luc, par le suivant:

"64. Le conseil municipal, sur simple résolution, est autorisé à accorder annuellement, des frais de représentation au montant de cinq cents dollars, pour le maire et de trois cents dollars, pour chaque échevin. Ces montants sont payables mensuellement. Le présent article aura effet à compter du premier février 1955.

Dépenses
réelles de
voyage.

En plus, le maire et les échevins pourront être remboursés des dépenses réelles de voyage qu'ils auront faites dans l'intérêt de la municipalité et en vertu d'une résolution du conseil."

S.R.,
c. 233,
s. 427,
am. pour
la ville.

2. Le premier alinéa du paragraphe 28° de l'article 427 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

CHAPTER 106

An Act to amend the charter of the town
of Côte St. Luc

[Assented to, the 10th of February, 1955]

Preamble.

WHEREAS the town of Côte St. Luc has, by its petition, represented that it is in the interest of the town and necessary, for the proper administration of its affairs, that its charter, the act 15-16 George VI, chapter 98, and the acts amending it, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 64 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Côte St. Luc, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 64,
replaced
for town.

"64. The municipal council on mere resolution, is authorized to grant annually, attendance expenses to the amount of five hundred dollars for the mayor, and of three hundred dollars for each alderman. Such amounts shall be payable monthly. This section shall have effect from the first of February, 1955.

Attend-
ance ex-
penses.

In addition, the mayor and the aldermen may be reimbursed the actual travelling expenses they shall have made in the interest of the municipality and in virtue of a resolution of the council."

Actual
travelling
expenses.

2. The first paragraph of subsection 28 of section 427 of the Cities and Towns Act, is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
town.

Drainage
des ter-
rains.

"28° Pour faire ouvrir, creuser, élargir, couvrir et entretenir tout fossé nécessaire à l'égouttage, fossé de ligne, fossé mitoyen ou cours d'eau situé dans la municipalité ou hors de ses limites, et de plus, lorsque situé dans la municipalité, en prescrire la direction, en changer le site, pour le rapprocher de la ligne de division actuelle ou éventuelle, en amener les eaux dans les égouts de la ville, même si tel fossé ou cours d'eau a été l'objet d'un procès-verbal et qu'il soit situé sur la propriété privée ou sur la propriété publique; pour payer le coût de ces travaux, en totalité ou en partie, à même les fonds généraux de la ville ou le produit d'une taxe spéciale imposée sur les immeubles que le conseil juge devoir en bénéficier; pour déterminer la répartition de cette taxe, soit en raison de l'évaluation, de la superficie ou du front de ces terrains, ou autrement."

"28. To cause to be opened, dug, enlarged, covered and maintained, any ditch necessary for drainage, boundary or division ditch or water-course situate in the municipality or beyond the boundaries thereof, and moreover, when situated in the municipality, to direct the flow, to bring it nearer the division line present or future, change the site or bring the water into the town's sewers, even if such ditch or water course has been regulated by a procès-verbal, and whether situated on private or public property; to pay the cost of such works, in whole or in part, out of the general funds of the town, or by levying a special tax on all immoveables, which, according to the council shall benefit of such works; and to prescribe the mode on which such assessment shall be made, either according to the assessment, the area or the frontage of the lots, or otherwise."

Drainage
ditches,
etc.

S.R.,
c. 233,
s. 427,
am. pour
la ville.

Eau et
égouts
requis.

3. L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant, après le paragraphe 33°, le paragraphe suivant:

"33°a Pour refuser les permis de constructions sur les rues où il n'y a pas encore de conduites d'eau et d'égouts, à moins qu'il ne soit établi au préalable à la satisfaction du conseil, qu'il sera pourvu pour la construction projetée à un approvisionnement d'eau potable et à un genre d'égouts sanitaires convenables et suffisants."

3. Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after paragraph 33, the following paragraph:

"33a. To refuse permits for building on streets where water mains and sewers have not yet been installed, unless it is first shown to the satisfaction of the council that the proposed structure will be provided with a supply of drinking-water and a type of sewer that are sanitary, suitable and adequate."

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
town.

Water
and
sewers
required.

S.R.,
c. 233,
s. 429,
am. pour
la ville.
Rues.

4. Le paragraphe 1° de l'article 429 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"1° Sujet aux dispositions de la Loi relative aux rues publiques (chapitre 242), pour ordonner l'ouverture de nouvelles rues, la fermeture, l'élargissement, le prolongement ou le changement des rues existantes, et pour prescrire le mode de construction ou d'entretien des rues de la municipalité, et pour en payer le coût, en tout ou en partie, à même les fonds généraux de la municipalité, ou au moyen d'une taxe spéciale sur les propriétaires d'immeubles situés dans un rayon déterminé par le conseil ou pour prescrire une répartition de cette taxe soit en raison de l'étendue de front de ces immeubles soit d'après leur évaluation ou autrement;

4. Paragraph 1 of section 429 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"1. Subject to the provisions of the Public Street Act (chapter 242), to order the opening of new streets, the closing, the widening, extension or changing of existing streets, and to prescribe the manner of making and maintaining the streets of the municipality, and to pay the whole or part of the cost thereof out of the general funds of the municipality or by an assessment on the owners of immovable property within a territory determined by the council, or to prescribe an apportionment of such tax either by reason of the extent of the frontage of such immovable or according to their valuation or otherwise; however, the by-

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
town.

Streets.

toutefois, le règlement décrétant la fermeture d'une ou de plusieurs rues doit pourvoir à l'indemnité, s'il y a lieu, et est sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec avant d'entrer en vigueur;".

S.R.,
c. 233,
s. 429,
am. pour
la ville.
Ouverture
et nive-
lage de
rues
requis.

5. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant, après le paragraphe 1°, le suivant:

"1°a Après qu'un plan de subdivision aura été déposé, de prohiber l'octroi de permis de construction sur des lots de telle subdivision avant que la rue en front du lot sur lequel on se propose de construire ait été ouverte et nivelée par le propriétaire du terrain subdivisé et donné ensuite par ce dernier à la municipalité."

S.R.,
c. 233,
s. 429,
am. pour
la ville.
Plans de
subdivi-
sion de
lots.

6. Le paragraphe 8° de l'article 429 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"8° Pour réglementer la subdivision, l'annulation de subdivision de lots situés dans les limites de la municipalité; pour obliger les propriétaires à soumettre leurs plans de subdivisions à l'approbation du conseil quinze jours avant leur présentation au ministre qui a charge du cadastre, pour enregistrement; pour prohiber telles subdivisions lorsqu'elles ne coïncident pas avec le plan général de la municipalité, et pour obliger les propriétaires de rues et ruelles privées à indiquer que lesdites rues et ruelles n'appartiennent pas à la municipalité."

S.R.,
c. 233,
s. 441a,
aj. pour
la ville.

7. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Côte Saint-Luc, en ajoutant, après l'article 441, l'article 441a:

Paiements
par la
ville à la
cité de
Montréal.

"**441a.** Nonobstant toute disposition législative inconciliable, lorsque la cité de Montréal, à la demande du conseil de la ville de Côte Saint-Luc, pose un tuyau pour relier des locaux situés dans le territoire de la ville à son système d'aqueduc et les desservir et que la taxe ordinaire prévue pour la fourniture de l'eau à ces locaux rapporte un revenu annuel inférieur à dix pour cent du coût et des frais d'installation de ce tuyau et des bornes-fontaines, la corporation de la ville de Côte Saint-Luc doit payer à la cité la différence entre le revenu annuel prove-

law ordering the closing of one or of several streets must provide for the indemnity, if there be occasion therefor, and shall be subject to the approval of the Quebec Municipal Commission before coming into force;".

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
town.

5. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after paragraph 1, the following:

"1a. After a subdivision plan has been deposited, to prohibit the granting of permits to build on the lots of such subdivision before the street in front of the lot on which it is proposed to build has been opened and levelled by the owner of the subdivided land and afterwards given by the latter to the municipality."

Opening
and level-
ling of
streets
required.

6. Paragraph 8 of section 429 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"8. To regulate the subdivision or cancellation of subdivision of lots situated within the limits of the municipality, to compel the proprietors to submit their subdivision plans for the approval of the council, fifteen days before their presentation to the minister in charge of the cadastre, for registration; to prohibit such subdivision whenever the same does not coincide with the general plan of the municipality, and to compel the owners of private streets and lanes to indicate that the same do not belong to the municipality."

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
town.

Plans
for sub-
division
of lots.

7. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Côte St. Luc, by adding, after section 441, the section 441a:

R.S.,
c. 233,
s. 441a,
added
for town.

"**441a.** Notwithstanding any legislative provision inconsistent, when the city of Montreal, upon the request of the council of the town of Côte St. Luc, lays a pipe to connect buildings situated within the territory of the town with its waterworks system and to supply them and that the ordinary tax provided supplying water to such buildings brings in an annual income of less than ten per cent of the cost and other expenses for the laying of such pipe and hydrants, the corporation of the town of Côte St. Luc shall pay to the city the difference between the annual

Payments
by town
to the
city of
Montreal.

nant de la taxe payable à la cité par les usagers de l'eau et ce pourcentage de dix pour cent.

Taxe
spéciale.

Le ou après le premier août de chaque année, le conseil de la ville de Côte Saint-Luc établit la différence entre ce revenu et ce pourcentage de dix pour cent, en tenant compte du rôle de perception de la taxe d'eau pour les usagers de la ville qui doit être dressé par la cité de Montréal chaque année, le ou avant le premier août, suivant l'article 4 du chapitre 103 de la loi 1-2 Elizabeth II; il impose alors par résolution sur les immeubles bâtis ou non en face desquels le tuyau est posé, une taxe spéciale d'un montant égal à cette différence, répartie suivant le front des immeubles.

Rôle
spécial.

Il est alors du devoir du secrétaire-trésorier de faire un rôle spécial de perception de cette taxe et de la percevoir conformément aux articles 540 et suivants de la Loi des cités et villes."

S.R.,
c. 233,
s. 472,
am. pour
la ville.
Nui-
sances.

8. L'article 472 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant, après le paragraphe 1°, le suivant:

"1°a Pour décréter que le fait par le propriétaire d'un lot vacant, ou bâti, de laisser pousser sur ledit lot, des branches, broussailles et longues herbes, ou d'y laisser des ferrailles, déchets, détritiques, papiers ou bouteilles vides, ou d'employer ce lot ou une partie de ce lot ou une construction y érigée pour garder des animaux ou des oiseaux de basse-cour, constitue une nuisance, et pour imposer des amendes aux personnes qui laissent exister telles nuisances, et pour prescrire les mesures propres à les empêcher."

S.R.,
c. 233,
s. 500,
remp.
pour la
ville

9. L'article 500 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Réduction
ou aug-
mentation
d'esti-
mation.

"500. Si après que le rôle d'évaluation a été homologué, quelque propriété immobilière acquiert une augmentation de valeur à raison de nouvelles construction, additions ou améliorations, ou de subdivisions en lots à bâtir, dans le cas de terres en culture, ou subit une diminution de valeur soit par incendie, démolition ou pour toute autre cause, le conseil

income of the tax payable to the city by the consumers of the water and such percentage of ten per cent.

On or after the first day of August of each year, the council of the town of Côte St. Luc shall determine the difference between said income and said percentage of ten percent, taking into account the collection roll of water tax for the consumers of the town, which shall be set up by the city of Montreal, each year, on or before the first day of August, according to section 4 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 103; it then levies, by resolution, upon the immoveables, built or not, in front of which the pipe is laid, a special tax of an amount equal to that difference, apportioned according to the frontage of those immoveables.

Special
tax.

The secretary-treasurer shall then make a special collection roll of the said tax and shall collect it, according to sections 540 and following to the Cities and Towns Act."

Special
roll.

8. Section 472 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after paragraph 1, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 472,
am. for
town.

"1a. To decree that for the owner of a lot, whether built or not, to allow branches, bushes and long weeds to grow there, or to leave thereon scrap iron, rubbish, refuse, paper or empty bottles or to use said lot or part of said lot or building thereon erected to keep live farm yard, animals or fowls, constitutes a nuisance, and to impose fines on persons who permit such nuisances to exist, and to prescribe appropriate measures to prevent the same."

Nui-
sances.

9. Section 500 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 500,
replaced
for town.

"500. If, after the homologation of the valuation roll, any immovable property increases in value by reason of new construction, additions or improvements, or of subdivision into building lots in the case of lands under cultivation, or suffers a reduction in value whether by fire, demolition or any other cause, the council may, if it deems that

Reducing
or in-
creasing
valuation

peut, s'il juge que cette augmentation ou cette diminution de valeur est d'une importance notable, augmenter ou réduire l'estimation de telle propriété à sa valeur réelle, et établir la valeur locative de toute nouvelle construction.

Variation
dans la
taxe.

Le montant des taxes municipales et scolaires, de la taxe d'eau et de la taxe d'affaires imposées sur cette propriété sera modifié en conséquence en tenant compte toutefois de la partie de l'année déjà écoulée, en ce sens que le propriétaire intéressé ne paiera sur cette augmentation de valeur et n'aura droit à une diminution de taxes sur la diminution de valeur que pour la proportion non encore écoulée de l'année en cours.

Homolo-
gation.

Toute telle modification du rôle est sujette à homologation par le conseil après avis de huit jours au propriétaire intéressé qui peut porter plainte et en appeler de la décision des estimateurs suivant la procédure indiquée dans la charte."

Excep-
tion.

10. Un règlement adopté en vertu de l'article 8 ne sera pas applicable avant le 1er mai 1957 au cas d'une personne gardant actuellement des animaux ou des oiseaux de basse-cour.

Entrée en
vigueur.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

such increase or reduction in value is of sufficient importance, increase or decrease the assessment of such property to its real value, and determine the rental value of any new construction.

The amount of municipal and school taxes, water-rates and business taxes, imposed on such property, shall be altered accordingly, taking into account, however, the portion of the year already expired, so that the proprietor concerned shall pay on such increase of value and shall have the right to a reduction of taxes on the decrease in value only for the unexpired period of the current year.

Variation
in tax.

Every such alteration in the roll shall be subject to homologation by the council, after eight days notice to the proprietor concerned who may file a complaint and appeal from the decision of the assessors, according to the procedure indicated in the charter."

Homolo-
gation.

10. A by-law passed under section 8 shall not be applicable before the 1st of May, 1957 in the case of a person keeping live farm yard, animals or fowls.

Excep-
tion.

11. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.